



HAL
open science

Pakistan : le spectre de l'embrassement

Laurent Gayer

► **To cite this version:**

Laurent Gayer. Pakistan : le spectre de l'embrassement. The Conversation France, 2023. hal-04291919

HAL Id: hal-04291919

<https://sciencespo.hal.science/hal-04291919>

Submitted on 17 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

PAKISTAN : LE SPECTRE DE L'EMBRASEMENT

Laurent Gayer, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France.

In : *The Conversation France*, 22 mai 2023

URL : <https://theconversation.com/pakistan-le-spectre-de-lembraement-205902>

Au Pakistan, [l'arrestation](#), le 9 mai dernier, de l'ancien premier ministre Imran Khan (août 2018-avril 2022), pour des faits supposés de corruption, a mis le feu aux poudres.

Dans plusieurs villes, de [violents affrontements](#) ont mis aux prises les sympathisants de son parti, le Pakistan Tehrik-e-Insaf (Mouvement du Pakistan pour la justice, PTI, de tendance islamo-nationaliste) et les forces de sécurité.

Le 12 mai, l'homme politique a été [remis en liberté](#) à la suite d'une décision de la Cour suprême, mais [ses ennuis judiciaires ne sont pas terminés](#), puisqu'il doit encore comparaître pour les faits qui lui sont reprochés.

Cet épisode de contestation, inédit par son intensité, s'inscrit dans le long bras de fer opposant le PTI à la coalition réunie autour de l'actuel premier ministre Shahbaz Sharif, alors que l'armée, dans ce pays de 230 millions d'habitants, continue de jouer un rôle de premier plan.

UNE DÉFLAGRATION INATTENDUE

L'ampleur et la virulence des mobilisations semblent avoir pris de court le gouvernement et l'armée, qui pour la première fois a [directement été prise pour cible par les protestataires](#). Cet effet de surprise tient notamment à une perception erronée de la base sociale d'Imran Khan : selon un cliché largement répandu chez leurs opposants et dans les cercles gouvernementaux, les soutiens du PTI seraient essentiellement des « activistes du clavier » cantonnant leur engagement aux réseaux sociaux.

Ces clichés ont été sévèrement démentis par la composition des foules émeutières des derniers jours, au sein desquelles on retrouvait aussi bien des femmes très motivées que des hommes d'affaires et des jeunes de milieu populaire. À cet égard, il faut souligner que 65 % des Pakistanais ont moins de 30

ans et environ 30 % d'entre eux ont entre 15 et 29 ans. Cette génération a grandi dans un monde où la menace djihadiste a perdu son caractère existentiel et où le rôle central de l'armée ne va plus de soi.

La capacité d'Imran Khan et de son parti à fédérer les colères et à donner un sens et une direction à des sections très différentes de la population a été minimisée par les autorités, tant civiles que militaires.

Ce n'est pourtant pas la première fois que le PTI démontre ses capacités de mobilisation : en 2014, le parti avait organisé une [« marche de la liberté »](#) qui, quatre mois durant, avait drainé des milliers de personnes de Lahore à Islamabad.

UNE SOCIÉTÉ TRAVERSÉE D'UNE MULTITUDE DE CLIVAGES SOCIAUX, ETHNIQUES ET RELIGIEUX

Les conflits sociaux qui agitent le Pakistan se mesurent aussi à travers les mouvements antimilitaristes apparus ces dernières années dans les marches tribales du pays, notamment au [Baloutchistan](#), et dans les [régions pachtounes](#), où le Pashtun Tahafuz Movement (Mouvement de protection des Pachtounes – PTM) est parvenu à mobiliser massivement pour dénoncer les exactions commises par les forces de sécurité dans le cadre des opérations antiterroristes, et ce malgré une [féroce répression](#).

Au cours des dernières années, les groupes nationalistes [sindhis](#), plutôt marqués à gauche, ont également refait parler d'eux, notamment en [s'attaquant aux intérêts chinois](#). Mais c'est surtout au Baloutchistan, à la frontière de l'Iran, que le nationalisme ethnique pose le plus grand défi à l'État et à une conception unitaire de la nation qui se suffirait de l'islam comme référent. C'est d'ailleurs dans cette région, interdite aux observateurs étrangers, que l'armée pakistanaise et les milices pro-gouvernementales font preuve de la violence la plus désinhibée.

À cela s'ajoutent des clivages religieux, opposant sunnites et chiites (autour de 20 % de la population musulmane, qui constitue elle-même 96 % de la population) mais aussi différents courants religieux sunnites, notamment les [Barelwis](#), adeptes d'un islam dévotionnel aux influences soufies, et les [Deobandis](#), appartenant à un courant réformé qui s'est détaché de l'islam populaire par son rigorisme et son scripturalisme.

Enfin, la société pakistanaise est profondément inégalitaire. Au Pendjab et à Karachi – deux régions historiquement ancrées dans le monde indien –, les hiérarchies de caste restent très prégnantes. En pays pachtounes ou au

Baloutchistan, la société reste dominée par des notables ou des chefs tribaux tandis que dans le Sindh rural le pouvoir économique et politique est concentré entre les mains des grands propriétaires terriens. Dans ce contexte de hiérarchies sociales superposées, le thème du « peuple contre l'establishment », dont le PTI s'est emparé, est fortement mobilisateur.

La grande force du PTI est d'être parvenu à surmonter ces clivages structurels en articulant un discours antisystème transcendant les divisions de caste, de classe et d'ethnie, tout en promouvant un islamo-nationalisme qui, s'il apparaît excluant pour les minorités religieuses (hindous, chrétiens, ahmadis), permet de rassembler l'ensemble de la population musulmane.

Tout en rassemblant largement, Imran Khan a cependant [fortement polarisé la société pakistanaise](#). Il a divisé l'armée, dont une partie des officiers semblent le soutenir, mais aussi les familles, où le PTI et son chef suscitent des opinions fortement contrastées. Ce sont aussi ces divisions qui expliquent la profondeur de la crise actuelle, qui traverse les institutions plutôt qu'elle ne les oppose frontalement.

UNE COALITION AU POUVOIR DÉSUNIE

Il n'y a qu'une unité de façade dans la coalition du Pakistan Democratic Movement (PDM) actuellement au pouvoir.

Les dynasties politiques qui se trouvent à la tête du Pakistan Peoples Party (les Bhutto-Zardari) et de la Pakistan Muslim League Nawaz (les Sharif) sont des rivaux historiques, qui n'ont cessé de se disputer le pouvoir depuis la fin du régime militaire de Zia-ul-Haq en 1988.

Ils partagent cependant un objectif : consolider les institutions démocratiques pour renforcer leur autonomie face au pouvoir militaire, même s'il leur arrive fréquemment de s'incliner devant les coups de force de l'armée, par faiblesse ou par opportunisme. L'objectif du PTI et de son chef est sensiblement différent : il s'agit plutôt pour eux de soumettre l'ensemble des institutions, y compris l'armée, en les contraignant à faire allégeance au leader de la nation.

Imran Khan ne se bat ni pour la démocratie, ni contre l'institution militaire. Il est dans un rapport de force très personnalisé avec le chef de l'armée, qui par certains côtés rappelle la tentative de Zulfikar Ali Bhutto, dans les années 1970, de monopoliser le pouvoir autour de sa personne.

LE POIDS DE L'ARMÉE

L'armée conserve un rôle central dans tous les domaines d'activité. On trouve des généraux à la retraite à la tête de nombreuses institutions, du National Accountability Bureau (l'agence anti-corruption, à l'origine de l'arrestation d'Imran Khan, le 9 mai) jusqu'aux instances de direction des universités. À travers ses fondations, l'armée contrôle des pans entiers de l'économie. Elle est aussi l'un des premiers propriétaires fonciers du pays, tant en milieu rural (où les officiers méritants se voient attribuer des terres en fin de carrière) que dans les grandes villes (où elle gère de nombreux projets immobiliers).

Au plan politique, depuis la fin des années 2000, les militaires veillent à ne pas se mettre en première ligne et préfèrent contrôler les affaires en coulisse. C'est ce qui les a conduits à soutenir l'accession au pouvoir d'Imran Khan, à l'issue des élections de 2018. Il s'agissait alors pour l'armée de contenir le PPP et la PMLN, qui représentaient pour elle une menace, avec leur volonté de renforcer l'autonomie du pouvoir civil et des institutions démocratiques aux dépens du pouvoir militaire.

Au cours des années suivantes s'est mis en place un régime hybride, présentant une façade démocratique mais en réalité contrôlé par les militaires. Imran Khan n'a cependant pas tardé à vouloir s'autonomiser de ses anciens patrons, notamment en tentant de placer à la tête de l'armée et de ses puissants services de renseignement des généraux réputés proches de lui.

C'est ce qui a provoqué sa chute, à l'issue d'une motion de censure, en avril 2022 – une destitution dans laquelle la direction du PTI a vu un [complot ourdi par l'armée pakistanaise et les États-Unis](#). Le conflit est encore monté d'un cran suite à la récente arrestation de Khan, dont il a publiquement tenu responsable le chef de l'armée, le général Asim Munir.

Pour le leader du PTI, il s'agit pourtant moins de lancer un processus de démilitarisation du pays que de régler ses comptes et de remporter un bras de fer avec le seul homme susceptible de lui tenir tête. Même s'il engage l'avenir des relations civils-militaires, il s'agit plus là d'un conflit de personnes que d'institutions.

QUELS SCÉNARIOS PEUT-ON ENVISAGER ?

Le premier scénario est celui d'une montée des tensions entre le PTI et l'armée. Jouant la carte de la polarisation et de l'agitation, Imran Khan pourrait appeler ses partisans à la résistance, en pariant sur le soutien d'une partie de l'armée voire sur une mutinerie qui pousserait le général Munir vers la sortie. Ce

scénario est très improbable. Si l'armée semble plus divisée que jamais, elle reste pour l'instant unie derrière son chef.

Un second scénario est celui d'un retour au pouvoir d'Imran Khan, à l'issue des élections actuellement programmées pour octobre 2023. La tenue du scrutin à la date prévue semble cependant compromise par la crise actuelle et l'on voit mal les chefs de l'armée et les opposants du PTI se résigner au retour de Khan, dont l'un des premiers objectifs sera de punir et d'emprisonner ses adversaires.

Le dernier scénario, le plus probable à court terme, est celui d'une consolidation autoritaire à l'initiative et au bénéfice de l'armée. Celle-ci semble déterminée à instrumentaliser les mobilisations violentes des dernières semaines pour mettre au pas le PTI. Des milliers de sympathisants du parti ont été interpellés ces derniers jours et pourraient être jugés devant des tribunaux militaires. Une grande partie des dirigeants du parti sont également sous les barreaux. Cette stratégie répressive a le soutien du gouvernement de Shahbaz Sharif qui, non sans cynisme, instrumentalise la colère de l'armée pour régler ses propres comptes avec le PTI. Certains membres de la coalition au pouvoir souhaiteraient même profiter des événements des derniers jours pour interdire leur principal rival, afin de l'empêcher de se présenter aux prochaines élections.

En tout état de cause, la démocratie risque de ne pas sortir grandie de cette épreuve...

[Laurent Gayer](#), Directeur de recherche CNRS au CERI-Sciences Po, [Sciences Po](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).